



M 02348 223 F 1,50 €



DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION
MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE



LA CLASSE OUVRIÈRE: UNE SUPERPUISSANCE MÉPRISÉE

ACTUALITÉ PAGE 3

NPA PAGE 4

PROCÈS 27 NOV. PAGE 5

TUNISIE PAGE 7

QUESTIONS
SUR LA CRISE

PARTI ET DROIT
DE TENDANCE

LIBÉREZ
ROUILLAN !

GAFSA EN
'REVOLUTION'

PRODUCTEURS SAUVONS-NOUS NOUS-MÊMES !

L'enthousiasme suscité par l'élection d'Obama n'était pas partagé par tous, en particulier par beaucoup de nos collègues et camarades de lutte. «Ce n'est pas lui qui va résoudre la crise mondiale !» Ce bon sens politique, pourtant, ne répond pas à au moins deux questions : Quelle est la signification politique de l'événement ? Deuxièmement, si ce n'est évidemment pas Obama qui va résoudre la crise du capitalisme, alors ce sera qui et comment ?

Un black – ou métis – à la tête de la première puissance impérialiste, c'est un symbole fort pour tous ceux, et nous en sommes, qui luttent contre les discriminations. Tout-à-coup, la France «pays des droits de l'homme» semble bien en retard ! Mais encore ? Obama a promis un calendrier de retrait des troupes d'Irak. Dans le même temps, comme Sarkozy il y a quelques mois, il prévoit un renforcement de l'effort militaire en Afghanistan, et il se donne le droit d'intervenir dans les zones tribales du Pakistan. Car il partage la même vision de l'ennemi que Bush : c'est le terrorisme de Ben Laden et les Talibans. Il a rappelé que les États-Unis sont les meilleurs amis d'Israël. Bref, Obama va gouverner comme Kennedy ou Clinton. La politique américaine, au fond, ne va pas changer.

L'élection d'un président avec 64% de participation, c'est inattendu. Les travailleurs américains se mobilisent : voilà le véritable événement. Et pas seulement dans les urnes. Pas seulement contre les discriminations. Cette élection renvoie à toutes les manifesta-

tions contre la guerre en Irak, toutes les protestations contre la politique de Bush, et dernièrement contre les effets de la crise. Rappelez-vous la grève générale de tous les sans-papiers du pays en mai 2006 : en avons-nous fait autant en France ou en Europe ? Dans ces élections, il n'y a pas qu'Obama, il y a la classe ouvrière.

Evidemment, les élections mobilisent pour démobiler. Elles ignorent les abstentionnistes. Et elles donnent l'illusion aux travailleurs d'avoir leur petit pourcentage de pouvoir, alors qu'ils n'ont que celui de choisir entre des candidats bourgeois tous prêts à gérer le capitalisme. C'est, comme le disait un slogan de 1968, un «piège à cons». «Change, yes, we can», répétait Obama (le changement, oui, nous le pouvons). «Nous», c'est mieux que les «Je» de Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal (Je ferai ceci, Je serai le président de cela). Mais que doivent faire les travailleurs américains aujourd'hui, l'élection étant gagnée : attendre, faire confiance ? Rappelons-nous les paroles de l'Internationale, écrites en 1871 : «Il n'est pas de sauveur suprême, Ni dieu, ni César, ni tribun, Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes». Cette leçon ne vaut pas que pour les travailleurs américains !

Venons-en à la deuxième question : qui va résoudre la crise mondiale et comment ? Pour changer les règles de l'économie, pour satisfaire les besoins fondamentaux de tous les hommes, pour sauver la planète du désastre écologique, pour abattre l'impérialisme et arrêter toutes les concurrence et les guerres, il faut une puissance gigantesque. Cette puissance existe, mais elle est systématique-

ment réprimée, ignorée, canalisée. Ce qui manque à cette «super-puissance» écrasée, que sont les ouvriers et les travailleurs, c'est d'être organisée. Pour commencer dès maintenant à sortir du bourrage de crâne idéologique et médiatique, de la manipulation politique et réformiste, et de la passivité, qui n'est pas une vie, mais une survie.

La crise fragilise le capitalisme. «Karl Marx avait raison», proclamaient des manifestants devant la Bourse de Wall Street. Et la crise révèle le rôle central de l'Etat comme garant de l'ordre capitaliste. Récemment encore, l'Etat français a repris 55% du capital des Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire : encore une nationalisation (de blocage). La bourgeoisie a un atout pour piloter ses crises à sa manière : l'intervention directe de son état-major. Cette intervention peut prendre des formes répressives, fascistes, guerrières ; ou des formes de gauche : le culte de l'Etat est un des piliers du réformisme. Le NPA comme LO et la PCF, par exemple, réclament un secteur public unique de la banque... Non, «il n'est point de sauveur suprême», surtout pas l'Etat bourgeois ! «L'Etat comprime et la loi triche, L'impôt saigne le malheureux».

Mais reprenons cette «Internationale» jusqu'au bout. Voici son dernier couplet : «Ouvriers, paysans, nous sommes Le grand parti des travailleurs ; La terre n'appartient qu'aux hommes, Le riche ira loger ailleurs». Ce grand parti, c'est à la fois l'Internationale et l'ensemble des classes travailleuses. Son programme, c'est évidemment le communisme ; pas un anti-capitalisme fourre-tout. Et dans chaque pays, une «section» nationale, qui forme, qui unifie, qui oriente. Et partout où il y a des travailleurs, dans les entreprises, dans les syndicats, dans les quartiers populaires : des militants communistes qui forment, qui unifient, qui orientent. Ce n'est pas un rêve. C'est l'objectif et le contenu de notre lutte militante quotidienne.

Hortefeux et ses homologues européens n'ont pas pu discuter tranquillement de leurs politiques d'immigration à Vichy. Le 3 novembre, 2500 personnes sont venues de toute la France, et certaines de Bruxelles, pour manifester leur opposition.

COCKTAIL EXPLOSIF A VICHY

Faute d'engagement national des partis politiques et associations, c'est un collectif local avec des militants d'Attac, de la LCR, de RESF, des Verts, du PC, qui avait préparé une manifestation très «politiquement correcte» «Pour une Europe démocratique respectueuse des droits de l'homme». Dans le tract d'appel, ni la revendication de régularisation de tous les sans-papiers, ni celle d'égalité des droits ! Cerise sur le gâteau : un meeting prévu le soir avec quelques grosses pointures du PC, des Verts, de la LCR... et aussi du PS. Depuis quand le PS fait-il partie du camp des opposants à l'immigration choisie, lui qui défend les quotas et l'immigration «concertée» ? Autre cerise : l'accord passé entre les organisations du collectif pour qu'aucune référence ne soit faite au régime de Vichy, sous le prétexte d'éviter les amalgames. Histoire sans doute de gommer un peu la brutalité des méthodes policières et le cynisme du gouvernement Sarkozy !

En face de cette fausse opposition à l'Europe de l'immigration choisie, des groupes, plus ou moins déclarés, entendaient empêcher physiquement la tenue du sommet, c'est à dire affronter les barrières policières pour «perturber le cours normal de la vie à Vichy jusqu'à ce que l'occupant s'en aille», selon un appel ayant circulé sur Internet... Ces groupes surfent visiblement sur la révolte et la haine des flics de certains secteurs de la jeunesse, sont de fidèles opposants aux sommets des G8 ou FMI, mais ne sont pas franchement des fans de la lutte de masse que nous menons patiemment aux côtés des sans-papiers. De plus, ils interprètent abusivement les parallèles à faire entre les années 40 et aujourd'hui. Pour beaucoup, le culte du spontanéisme et de l'individualisme, mêlé à un fort anti-communisme, les éloignent de nos priorités.

Les projectiles volent au premier barrage policier rencontré par la manif et les flics se déchainent. Jets de grenades lacrymo, courses-poursuites, interpellations au hasard, tirs de flash balls, voitures brûlées. Les flics s'invitent jusqu'aux abords du meeting du soir, qui se tient quand même, dans une ambiance surréaliste. Alternance de pâles discours inaudibles et de huées au contenu politique n'allant guère plus loin que «P comme parti et S comme salaud».

VP a participé au Collectif lyonnais contre le sommet. Entre ceux qui, dans RESF par exemple, se sont opposés à la manifestation pour le potentiel contestataire explosif qu'elle contenait, et ceux qui voulaient surtout aller à Vichy pour cogner du flic, nous avons cherché à baliser le chemin d'une lutte politique qui fasse avancer en conscience et organisation les sans-papiers, les militants des mouvements de l'immigration, et plus largement la jeunesse et les travailleurs.

Correspondance VP-Lyon

Lire notre tract sur vp-partisan.org

L'organisation ouvrière nous la construirons ensemble !

À l'initiative de Voie Proletarienne, une réunion s'est tenue début octobre dans notre département (95), avec des sympathisants et des ouvriers sans-papiers en grève pour leur régularisation par l'emploi. À l'ordre du jour, quatre questions d'actualité qu'un éditorial de *Partisan* avait soulevées : l'engagement de la France en Afghanistan, la lutte des sans-papiers, la résistance des ouvriers de Goodyear à Amiens, et enfin le projet de nouveau parti anti-capitaliste. Au cours d'un débat animé, les camarades sans-papiers ont témoigné de leur intérêt pour l'ensemble de la vie politique et sociale. À propos de l'Afghanistan, un camarade a souligné que les guerres menées par les pays impérialistes dévastent les pays pauvres dont les richesses sont convoitées. Le soutien de VP à Rawa a été réaffirmé : seu-

les les forces de résistance de l'intérieur peuvent faire progresser le combat contre les talibans et les forces d'occupation. À partir des difficultés rencontrées aussi bien par les sans-papiers que par les grévistes de Goodyear, il est apparu que la lutte syndicale s'impose mais qu'elle ne suffit pas : la CGT, présente dans ces mobilisations de salariés, manifeste les divisions internes profondes entre les bureaucrates enlisés dans les réformes et négociations, et les militants engagés au quotidien dans le soutien à ces combats. La lutte entre ces deux lignes fait partie de notre combat.

Au delà des enjeux immédiats, l'emploi, les conditions de travail, la régularisation des sans-papiers, il est clair que nous avons besoin d'une organisation dans laquelle nous réunir pour résister mais aussi élaborer un programme pour une autre société. Le débat autour du NPA a mis à jour les

questions suivantes : quelles positions sur les sans-papiers ? Quelles alliances, si ce futur parti se projette dans les élections à venir ? Quels repères, si on rejette toute référence aux expériences passées se réclamant du communisme ? Comment s'unir sur un programme, si chacun vient sur le seul rejet du capitalisme ?

Ce qui s'est dégagé clairement, en revanche, c'est qu'aujourd'hui en France, seul un parti multinational et internationaliste constituera le cadre dans lequel nous serons plus soudés et plus à même de relever le défi de l'alternative à la société pourrissante que nous impose le capitalisme partout dans le monde. Ce débat, menons-le autour de nous avec ceux qui sont tentés, voire enthousiasmés, par l'expérience du NPA, ainsi avec ceux qui n'y croient pas, ou ne s'y intéressent même pas.

Brigitte Clément

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 4^e trimestre 2008. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

contact@vp-partisan.org

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS

SOUS PLI FERMÉ : 23 €

SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION

SOUS PLI FERMÉ : 11 €

PAR ABONNEMENT SUPPL.

SOUS PLI OUVERT : 6 €

PAR ABONNEMENT SUPPL.

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES

À L'ÉTRANGER, TARIF POUR UN AN :

30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :

VOIE PROLETARIENNE, BP N° 48

93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX

GCP : N° 23 743 83 G PARIS

La Poste

LE RÉFÉRENDUM C'EST LE TOP DE LA DÉMOCRATIE ?

La Gauche, la gauche de la Gauche, et les syndicats, proposent un référendum contre la privatisation de la Poste. Certes en même temps que le référendum, les signataires parlent maintenant de mobilisations. Mais de quelles mobilisations parlent-ils ?

Plusieurs syndicats signataires, comme FO et la CFTC, sont toujours les premiers à signer tous les accords qui accroissent la précarité et la misère. Il s'agit aussi de partis politiques tels que le PS et le PC qui ont participé aux privatisations quand ils étaient au gouvernement. Le parti socialiste en tête, en 1990, a lancé le démantèlement des PTT avec la loi Quilès du gouvernement Rocard. Le référendum sera en vérité un substitut aux luttes plutôt qu'à la construction d'un véritable rapport de force.

Comment cela va-t-il se passer ? D'après les dernières transformations constitutionnelles de Sarkozy, il faut trouver 4,5 millions de signatures, et que cette pétition soit portée par un groupe de 182 députés et sénateurs. On voit l'intérêt du référendum pour le PC et le PS, afin de redorer leur image dans les milieux populaires.

Le NPA parle d'une campagne de terrain et de mobilisation. C'est sûr, pour avoir 4,5 millions de signatures, il faudra mobiliser du monde, et c'est positif. Mais la meilleure mobilisation, c'est d'abord le combat dans l'entreprise, comme l'ont fait

les postiers en se mettant en grève à plus de 40% le 23 septembre. La question est aussi politique. Qu'est-ce qu'on défend dans un service public qui est d'abord au service de l'État et des patrons ? Qu'est-ce qu'on veut mettre au service du public populaire : la gratuité par exemple ? Plus de queues sans fin au guichet ? Et pour les travailleurs de la Poste, comme pour tous les autres travailleurs : la fin de la précarité, un statut égal pour tous, une charge de travail moins lourde, l'ouverture du statut à tous quelle que soit leur nationalité ? Ce n'est pas avec le PS et ses alliés que nous pourrions avancer dans ce sens. Dès qu'ils seront au gouvernement, comme toujours, au nom du réalisme, ils oublieront leurs promesses.

Le référendum n'est pas la meilleure forme de mobilisation et il va permettre surtout à la gauche de se refaire une virginité politique. Il est question maintenant de retarder la privatisation. Alors, référendum ou pas, les travailleurs de la Poste restent mobilisés. Ils l'ont prouvé en répondant aux attaques de la bourgeoisie, avec, très clairement déjà, le soutien de tous les travailleurs.

Valentin

Petites questions sur une grande crise

LES SUBPRIMES : RÉVÉLATEUR OU BIDON ? Révélateur. Typique des contradictions fondamentales du capitalisme : d'un côté serrer les salaires et les emplois, et de l'autre chercher des consommateurs par tous les moyens. Le résultat est une crise générale de surproduction. Les subprimes ne sont que la partie émergée d'un énorme iceberg. Deuxièmement, le crédit. Une opération de crédit, c'est une spéculation, un pari sur l'avenir, pour le profit (de celui qui accorde le crédit). Quand le pari est perdu, quand la contradiction est trop forte et apparaît au grand jour, entre la baisse des salaires et la nécessité de vendre, c'est la crise !

SUFFRIRAIT-IL DONC D'AUGMENTER LES SALAIRES ? La première conséquence d'une augmentation des salaires pour un capitaliste donné, c'est d'augmenter le prix des produits qu'il fabrique. Il risque alors de couler face à ses concurrents. Et si un Etat décide d'augmenter tous les salaires, c'est l'ensemble du pays qui est fragilisé sur le marché mondial. Bref, le premier effet d'une augmentation des salaires, c'est de renforcer la crise des capitalistes. La deuxième, c'est d'alléger la crise pour les travailleurs !



Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ses crises ? En préparant des crises plus générales et plus puissantes, et en réduisant les moyens de les prévenir. Marx et Engels, Manifeste du parti communiste, 1848

SUR NOTRE BLOG OÙ VA LA CGT

34E PROCÈS POUR LE CGT-E DALKIA

Après le procès aux Prud'hommes de Evelyne Gaillet, les camarades se retrouvent une nouvelle fois au tribunal pour, cette fois, la contestation de la nomination des délégués syndicaux. Et, une nouvelle fois, les camarades trouvent en face d'eux la sainte alliance de la direction de Dalkia avec la CGT officielle, réunis main dans la main, autour d'un seul objectif, faire taire le syndicalisme de classe...

NOUVELLE RENCONTRE DE LA CGT AVEC LE MINISTÈRE HORTEFEUX

La lutte sur les sans-papiers est officiellement terminée pour la Confédération, Prud'hommes oblige ! Pourtant, les grèves se développent, les sans-papiers eux-mêmes poursuivent la lutte avec la détermination farouche du dos au mur. Alors, tout en maintenant le black-out, la CGT poursuit ses tractations confidentielles avec le ministre Horteveux. Ainsi, une nouvelle délégation confédérale a été reçue par le Ministère le 16 octobre pour affiner l'application «apaisée, banalisée et harmonisée» de la circulaire...

L'UNION LOCALE CGT DE DOUAI ASSIÉGÉE

A l'approche du congrès de L'Union locale prévu les 30 et 31 octobre, le conflit s'est durci entre l'Union locale et les responsa-

bles confédéraux et départementaux. Sans rentrer dans la situation de l'UL de Douai, que nous défendons par principe, parce que nous sommes dans le même camp face au capital, au gouvernement et aux réformistes, nous voulons préciser quelques éléments sur les questions administratives, et donc la question des cotisations...

Mise à jour 29 octobre. L'UL assignée en justice par l'UD et la Confédération au TGI de Lille le 28 octobre. L'UD et la Confédération déboutés sur toute la ligne, et condamnées à payer à l'UL 500 euros au titre de l'article 700...

MONDIAL DE L'AUTOMOBILE MANIFESTATION OUVRIÈRE HISTORIQUE !

Vendredi 10 octobre, 5000 manifestants de la filière ont investi le Mondial de l'Automobile à la Porte de Versailles, une manifestation très ouvrière, de lutte de classe, comme on n'en a plus vue depuis longtemps (voir la série de photos particulièrement explicites en fin d'article)...

- + Manifestation amiante : un ministère de l'injustice !
- + Contre la casse de l'accueil des demandeurs d'asile !
- + Où en est le Forum pour un syndicalisme de classe et de masse ? Etc.

D'OÙ VIENNENT LES CENTAINES DE MILLIARDS ?

«25 000 milliards évaporés» (Le Monde du 26 octobre), puis des centaines de milliards avancés aux banquiers par les Etats. «Les caisses sont vides», et voilà 560 milliards mis sur la table par l'Etat français ! En réalité, c'est du crédit (au moins pour 320 milliards). Du virtuel. De même que les milliers de milliards évanouis : du pari, du spéculatif, du vent... parti en fumée ! Ces capitaux étaient des paris sur une richesse réelle à produire.

ALORS : «INVESTISSEZ AU LIEU DE SPÉCULER» ?

Le capitalisme ne produit que s'il y a une perspective de profit. Autrement dit, pas de spéculation, pas de production ! Un exemple connu est celui des médicaments pour les malades du sida en Afrique : pas de perspectives de profits, pas de médicaments ! Produire en tenant compte des besoins et pas des profits du capital, c'est le communisme ! On ne demande pas aux capitalistes d'investir au lieu de spéculer, car investir, pour eux, c'est spéculer !

EST-CE QUE L'ETAT PEUT TOUT DE MÊME LIMITER LES DÉGÂTS ?

Oui et non. Il peut limiter les dégâts aujourd'hui en étalant la crise et en l'élargissant. Car prêter des centaines de milliards aux banques, c'est recréer la bulle financière, c'est spéculer ! La crise renforce le rôle des Etats et des banques centrales, en les exposant eux-mêmes à la faillite, comme l'Argentine en 2001. Elle renforce aussi la concentration du capital dans un nombre toujours plus petit de multinationales toujours plus grandes. «Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle

ses crises ? En préparant des crises plus générales et plus puissantes, et en réduisant les moyens de les prévenir» (Manifeste du parti communiste)

LE MIEUX NE SERAIT-IL PAS DE NATIONALISER CARRÈMENT TOUTES LES BANQUES ? C'est ce que demandent le PCF, LO et la LCR. Voir les commentaires ci-dessous.

ALORS, LES TRAVAILLEURS VONT TRINQUER DE TOUTES FAÇONS ?

Pas uniquement les travailleurs. Les petits en général par rapport aux gros. Même des capitalistes en difficulté vont disparaître, être rachetés, et les autres vont en profiter. Les pays impérialistes vont faire porter le maximum de la casse aux pays dominés. Ces derniers vont subir la récession économique en général et la baisse des prix des matières premières en particulier. Et les travailleurs, bien sûr, cela a été dit officiellement, vont voir leurs emplois, leurs pouvoirs d'achat, leurs conditions de travail attaqués comme jamais. Tout sera une question de rapports de forces et de luttes de classes.

Y A-T-IL UN RISQUE DE GUERRE ?

Sans aucun doute. La guerre économique se transforme en guerre tout court. L'impérialisme en perte de vitesse dans la concurrence a intérêt à jouer son atout : la carte militaire. Il n'y a pas que les guerres mondiales. La guerre inter-impérialiste militaire est déjà très présente. La France est en guerre en Afghanistan, depuis plus de six ans, les médias nous l'ont brusquement rappelé parce qu'il y a eu une dizaine de morts français d'un seul coup.

IL N'Y A PAS DE PETITE SOLUTION POUR UNE GRANDE CRISE !

Effectivement, il n'y a pas de bonne manière de faire marcher le capitalisme, en investissant, en embauchant, en augmentant les salaires, etc. Il faut faire marcher l'économie autrement, dans sa globalité. Il faut renverser une économie qui marche sur la tête.

Car la vraie richesse est dans la production, pas dans l'argent. La vraie richesse est entre les mains et dans les têtes des travailleurs : ça, aucun dirigeant bourgeois ne le reconnaît, mais c'est la vérité cachée de l'économie. Les ouvriers doivent en prendre conscience, et tout en résistant pied à pied à toutes les attaques, ils doivent organiser leurs forces pour prendre le pouvoir. Tout le reste n'est que du vent !

Maze Gaspin



«La CGT propose donc que les mécanismes d'aide aux entreprises (plus de 65 milliards d'euros en 2007) soient réorientés vers un pôle public financier, pour promouvoir des investissements économiques et industriels» (CGT-Métallurgie).

«Pour une grande banque populaire contrôlée par les travailleurs» (LO).

«Création d'un pôle public du crédit», «renforcement du rôle de l'Etat et des institutions financières européennes» (PCF).

OUVALACGT.OVER-BLOG.COM OÙ VA LA CGT ?

Le groupe Gauche Révolutionnaire (GR) est partie prenante de la construction du NPA, et il caractérise ce que risque de devenir rapidement le NPA. Pour la GR, il faut un «parti de lutte». Bien sûr, tous les partis communistes mènent la lutte de classe, mais nous pensons qu'un parti a besoin aussi d'élaboration théorique, de clarification sur le but, le socialisme, et sur les moyens pour y arriver, légaux et illégaux ; sur son fonctionnement démocratique et centralisé. La GR propose, comme l'ex-minorité de LO, un fonctionnement semi-fédéraliste. «Avoir un fonctionnement semi-fédéraliste permet qu'en son sein puisse exister différentes plateformes, différents courants politiques et ce aux différents niveaux de l'organisation. Chacun de ces courants politiques pourra avoir son propre journal et son propre matériel» Le moins que l'on puisse dire, c'est que la confiance ne règne pas, chacun amène son repas et mange dans son coin, mais on dit qu'on est ensemble. On est loin d'une pratique collective, loin du centralisme démocratique.

POUR NOUS, CENTRALISME ET DÉMOCRATIE SONT LIÉS. Il ne s'agit pas d'un centralisme bureaucratique, qui conduit au monolithisme, à la pensée unique. Le centralisme

démocratique, c'est l'expression la plus large et permanente des idées et des critiques. C'est un processus de direction qui exige l'ouverture et la formation au débat, et à l'organisation collective de celui-ci. Une majorité peut se tromper, Lénine et Mao ont été parfois minoritaires dans leur parti. Nous ne pensons pas qu'un fonctionnement fédératif et l'organisation de tendances soient plus démocratiques que le centra-

lisme démocratique que nous pratiquons. Les statuts provisoires du NPA reconnaissent «la possibilité de s'organiser pour faire changer l'orientation du parti, c'est-à-dire le droit de tendance et le droit de fraction». Ces tendances et courants, quand ils sont organisés ainsi de façon durable, savent l'unité et la force du parti. Ils ne permettent pas une résistance collective quand la bourgeoisie envoie ses forces de représen-

sion. A moins de ne vouloir construire qu'une LCR plus grande, avec plus de tendances. La GR veut «qu'existe un courant révolutionnaire organisé dans ce parti et qui défendra consciemment un programme authentiquement socialiste». Le NPA, lui, n'aura pas de programme socialiste authentique : nous voilà prévenus.

D'OU VIEN L'IDÉE QU'IL FAUT UN PARTI ÉCLATÉ EN TENDANCES ? En 1920, au congrès de Tours, le parti socialiste se sépare en deux. D'un côté ceux qui suivent Lénine et construisent le Parti Communiste, de l'autre ceux qui veulent rester «fidèles à la vieille maison» et qui continuent la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), ancêtre du PS actuel. Rappelons que la SFIO avait appelé à l'union sacrée avec la bourgeoisie contre l'Allemagne et avait contribué à la bouche de la guerre 14-18. Au congrès de Tours, Blum, qui sera un des principaux dirigeants de la SFIO, déclare : «La représentation proportionnelle (des tendances), c'est la garantie de penser du parti». L'unité dans la SFIO est une «unité synthétique, une unité harmonique» ; dans le PC, elle ne pourra être que «l'uniformité, l'homogénéité absolue d'hommes prenant l'engagement de penser ensemble... un parti dans lequel il n'y ait plus de liberté de pensée, plus de divisions en tendances».

Les tendances regroupent de façon figée des groupes de militants autour d'un ensemble de conceptions, souvent portées par un individu qui polarise autour de lui. Cela fait naître des conflits de pouvoir et de personnes, tout en permettant à la tendance contraire de coexister dans la même organisation : où est alors l'unité d'organisation pour agir ? Que les tendances conduisent à la paralysie du Parti quand des décisions importantes sont à prendre, cela n'effleure pas Blum, ni ceux qui actuellement proposent cette même façon de fonctionner pour le NPA. N'est-ce pas aussi une entrave à la liberté des adhérents qui ne se retrouvent dans aucune tendance face aux manœuvres internes les laissant de côté, isolés ? Contre un parti «caserne», pour un parti «libéral», n'est-ce pas un faux choix ? En vérité, le choix des tendances permettra à la SFIO d'avoir une position et d'en défendre une autre, tout cela au nom de la liberté de parole. Ce sera la liberté surtout pour ceux qui joindront leur voix à la défense du système capitaliste.

POUR UNE LUTTE DE LIGNES ORGANISÉE. La jeunesse qui aujourd'hui veut construire un nouveau parti, rejette la société, est révoltée contre ce système, et veut plus de justice sociale. Mais manquant de formation, ces nouveaux militants peuvent se retrouver à créer un parti dont les débats et congrès en tendances et fractions leur échapperont. L'histoire ne se répète pas mécaniquement, et il est positif que des jeunes et moins jeunes veuillent construire un parti. Mais construire un parti qui n'aurait pas de programme socialiste et qui serait éclaté en tendances n'augure rien de bon dès que des contradictions importantes vont apparaître, par exemple sur la question des alliances...

Nous voulons nous aussi construire un parti, mais un parti communiste internationaliste, qui respecte chacune et chacun, en fonctionnant avec la démocratie et le centralisme. Un parti qui en congrès permet de se retrouver sur des positions différentes, avec des votes démocratiques sur des textes largement discutés à l'avance, ce qui permet à tous de faire un choix. C'est ce que nous appelons lutte de lignes, selon la conception léniniste et maoïste. Cette lutte n'est pas forcément antagonique. Elle peut porter sur des questions tactiques ou organisationnelles. Une fois le congrès fini, une position émerge, qui est parfois le fruit d'un compromis, mais qui élève l'unité à un niveau supérieur. Cela devient la position de l'organisation. C'est ainsi que nous faisons vivre la démocratie. Une fois le congrès fini, il ne doit y avoir personne pour défendre en public l'inverse de ce qui a été voté. Les camarades qui conservent leurs opinions minoritaires, appliquent la ligne majoritaire. Le combat des idées peut continuer mais en interne jusqu'au congrès suivant. Ça paraît banal, mais avec des tendances et fractions, le congrès fini, chacun peut défendre en public, dans son journal, ce qu'il veut le lendemain : où est alors l'unité ?

On le voit, s'il y a un choix, c'est entre un socialisme petit-bourgeois qui pense que le socialisme, ce sont des contradictions figées, des groupes avec des alliances sans principes, des coteries sans fin ; et un socialisme qui pratique la lutte de lignes, où les contradictions sont posées, débattues, traitées, afin de trouver une unité encore plus élevée à l'intérieur du parti.

Valentin

Pour plus d'informations, voir le Cahier 4 de la Plateforme de Voie Proletarienne, «Construire le parti» (1,50 euros à notre BP, et sur notre site). Et Lénine, tome 21, œuvres complètes.

Gilles Fabre

UNE BANQUE UNIQUE CONTRÔLÉE ?



« La CGT propose que les mécanismes d'aide aux entreprises (plus de 65 milliards d'euros en 2007) soient réorientés vers un pôle public financier ; pour promouvoir des investissements économiques et industriels » (CGT-Métallurgie) ; «Pour une grande banque populaire contrôlée par les travailleurs» (LO et NPA) ; «Création d'un pôle public du crédit», «renforcement du rôle de l'Etat» (PCF).

Cette proposition d'une banque unique nationalisée étant une mesure d'urgence, nous devons supposer que cela se fait dans le cadre économique actuel : entreprises privées, libre circulation des capitaux (au moins dans le cadre européen).

COMMENTAIRES. La cause première de la spéculation boursière n'est pas dans l'excès de monnaie (de crédit), mais dans l'excès de profits dégagés, au niveau national et mondial, par rapport aux possibilités d'investissements dans des productions suffisamment rentables. Ce profit se place alors sur les marchés spéculatifs et accroît la masse monétaire.

Une banque unique aurait face à elle des capitalistes privés, qui dégageront des profits. Les capitalistes pourront toujours se faire crédit mutuellement dans les actes courants des transactions commerciales. Sauf à réduire fortement la circulation des marchandises et cette forme de création de monnaie, il est

difficile à une banque unique de l'interdire.

D'autre part, si la banque est unique en France, elle n'est pas unique dans le monde. Et un capitaliste a donc le pouvoir économique de placer son profit soit dans la banque unique, soit dans une autre banque internationale, soit en Bourse (le capitalisme financier est mondialisé).

Et l'on ne voit pas comment l'Etat, qui exprime les intérêts et organise la bonne marche du capitalisme financier, pourrait entraver cela. Sauf...

Sauf à s'opposer frontalement au capital financier. C'est à dire : en établissant un contrôle d'Etat sur les transferts internationaux ; en supprimant la Bourse, et donc

l'appropriation privée du capital ; et en faisant de cette banque l'unique collecteur de l'épargne et l'unique investisseur.

Or ces mesures sont des mesures d'expropriation du capital que seul le prolétariat peut prendre, même si la bourgeoisie peut prendre des mesures qui s'en rapprochent en temps de guerre.

NOTE POSITION. La banque unique n'a de sens que dans le cadre d'un pouvoir ouvrier (de dictature du prolétariat) comme première mesure, non de suppression de l'échange marchand, mais comme limitation et contrôle de celui-ci. Hors de ce contexte, le recours à l'Etat comme régulateur du capitalisme (par une banque centrale ou pas) est un leurre idéologique. Le recours à l'Etat comme expression d'un intérêt général fictif est le meilleur moyen pour faire accepter aux exploités le financement du redressement du capitalisme.

De même, le contrôle des travailleurs est un leurre si ce contrôle s'exerce dans les contraintes actuelles de la concurrence et des normes de gestion du capital. Dans ce cadre, les contrôleurs ouvriers seront dans la position des gestionnaires du capital, soumis aux mêmes contraintes, aux mêmes règles, ils déboucheront sur les mêmes conclusions (voir tous les contre-plans syndicaux qui tous affirment gérer mieux, de façon plus rentable et plus productive, les entreprises).

Le contrôle sur la banque d'Etat suppose le pouvoir des ouvriers sur la production elle-même.

Pour que les ouvriers puissent exercer le pouvoir économique, il faut qu'il aient le pouvoir d'Etat, et le pouvoir de mettre en oeuvre les forces de la production. Or, ce pouvoir est aujourd'hui la propriété des cadres et des ingénieurs. Les ouvriers ne peuvent se l'approprier qu'en luttant contre la division sociale du travail.

Justice de classe

Le 2 octobre, Jean-Marc Rouillan a été remis en prison suite à une interview accordée à l'Express. A la question «Regrettez-vous les actes d'Action directe, notamment l'assassinat de Georges Besse ? », Rouillan répond : «Je n'ai pas le droit de m'exprimer là-dessus... Mais le fait que je ne m'exprime pas est une réponse. Car il est évident que si je crachais sur tout ce qu'on avait fait, je pourrais m'exprimer.» J.-M. Rouillan ne fait que respecter l'injonction de la justice qui lui interdit de s'exprimer sur les faits pour lesquels il a été condamné. Mais on comprend qu'il n'a pas changé d'opinion politique.

Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joelle Aubron et Georges Cipriani ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité avec une peine de sûreté de 18 ans pour avoir exécuté le PDG de Renault, Georges Besse en 1986, et René Audran en 1985, homme-clef dans la vente d'armes au niveau international. La peine de sûreté étant passée, la bourgeoisie les a maintenus en prison. Depuis décembre 2007, J-M Rouillan bénéficiait d'un régime de semi-liberté, résultat de la lutte du comité de soutien «Ne Laissons Pas Faire».

Derrière Rouillan une question de principe

C'est une question de principe pour la bourgeoisie : pas de cadeau pour des combattants révolutionnaires qui se sont attaqués à elle et à l'Etat et qui ne renient pas leurs actions. Elle n'aura de cesse de tout mettre en œuvre pour les détruire et surtout les empêcher de parler, de témoigner sur leur engagement politique et les choix qu'ils ont faits.

QUESTION DE PRINCIPE. La question principale, posée indirectement par des organisations armées comme Action Directe en France, la RAF en Allemagne, les Cellules Communistes Combattantes en Belgique, les Brigades Rouges en Italie, est la question de la violence révolutionnaire face à l'appareil d'Etat. Autrement dit, peut-on changer un système et un pouvoir qui s'appuient sur la violence sans les battre aussi sur ce terrain ?

Notre plate-forme politique (cahier n° 2) pose évidemment le problème. «*Sans violence révolutionnaire, pas de pouvoir ouvrier... Le pacifisme, protestation contre le militarisme bourgeois, est incapable de mettre fin au régime social qui génère les guerres : l'impérialisme... Il met sur le même plan la violence des oppresseurs et celle des opprimés. Il contribue ainsi à affaiblir la lutte de ces derniers... Face à la violence des exploités, les travailleurs ont toujours utilisé des formes spontanées d'auto-défense : occupations illégales de terres, d'usines, piquets de grève ou manifestations violentes... Mais la violence révolutionnaire n'est pas seulement un moyen de défense. C'est le moyen nécessaire pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, protégée par ses forces armées.*»

En ce sens, nous sommes d'accord avec J.-M. Rouillan lorsqu'il dit dans son interview : «*Le processus de lutte armée tel qu'il est né dans l'après 68, dans ce formidable élan d'émancipation, n'existe plus. Mais en tant que communiste, je reste convaincu que la lutte armée, à un moment du processus révolutionnaire, est nécessaire.*»

Mais «*n'est-il pas beaucoup plus important de s'attacher à organiser la violence de masses, dans les usines, les quartiers ? N'y a-t-il pas beaucoup plus à apprendre de l'expérience des mineurs anglais que des Brigades Rouges ?* : c'est une question que VP se posait en 1986, dans un débat avec des membres des Cellules Communistes Combattantes belges (1). Là où nous divergeons avec

AD et d'autres groupes, c'est sur la question du processus de construction du parti d'avant-garde : la question des actions armées ne peut se poser qu'à un certain niveau d'organisation de la classe ouvrière, et compte tenu de l'état du mouvement ouvrier.

ROUILLAN ET LE NPA. J.-M. Rouillan a décidé d'adhérer au NPA suite à une rencontre en juin dernier avec Besancenot. Naturellement les médias se servent de cela pour mettre le NPA au pied du mur. Dans cette polémique, Besancenot explique la position de la LCR sur la violence en politique. «*La révolution pour moi, ce n'est pas le terrorisme. La question de la violence dans les révolutions est plutôt posée du fait des contre-révolutions. Les révolutions commencent en général bien, ce sont les contre-révolutions qui sont violentes.*» Il cite en exemple la Commune de Paris de 1871 et la répression du gouvernement versaillais qui massacra les communards. «*Le NPA ne se bat pas pour la lutte armée en France, le NPA n'est pas la vitrine légale d'AD en voie de reconstitution. Nous on se bat pour que notre politique voit le jour, y compris par une combinaison du suffrage universel et de la démocratie directe. Le problème c'est que ce jour-là, il y aura une minorité d'individus qui ne se laissera probablement pas faire, et pour moi, le nombre ça vaut les fusils. L'arme, c'est le nombre.*»

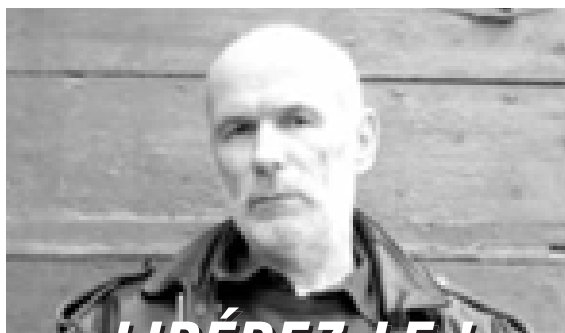
L'exemple du Chili en 1975, ne démontre-t-il pas que le peuple, même uni, peut être vaincu s'il n'est pas armé ? Et doit-on attendre que la bourgeoisie emploie la violence avant de l'exercer ? En procédant ainsi, on laisse l'ennemi reconstituer sa force et attaquer quand il est sûr de lui. Pendant la Commune de Paris, une partie des communards (les blanquistes, et les internationalistes en lien avec Karl Marx) pensaient qu'il fallait marcher sur Versailles et anéantir le gouvernement immédiatement, avant qu'il ne renforce son armée. Qu'il fallait prendre l'argent de la Banque de France afin que le gouvernement ne s'en serve pas pour organiser la contre-révolution. L'histoire ne leur a-t-elle pas donné raison ? Et demain ? J.-M. Rouillan : «*Beaucoup de gens, actuellement, ne peuvent pas aller beaucoup plus loin dans la misère. Il va y avoir des problèmes ! D'ailleurs, l'Etat s'y prépare avec des programmes contre-insurrectionnels qui vont jusqu'à l'utilisation de drones... Que fera-t-on à ce moment-là, en tant que révolutionnaires ?*» Sans parler du fichage de toute

personne qui milite.

Dans l'article de *Rouge* du 9 octobre 2008, «*J.-M. Rouillan, deux poids, deux mesures*», J.-F. Grond explique la position de la LCR : «*Notre projet vise à une démocratie poussée jusqu'au bout, qui ne se limite pas au suffrage universel, mais qui franchisse la porte des entreprises, qui permette à la population un*

véritable contrôle de son destin.» Comment le prolétariat (et non la «population») pourra-t-il contrôler son destin s'il n'a pas pris le pouvoir et renversé l'Etat, quartier général de la bourgeoisie ? Et si, à la dictature de la bourgeoisie, il n'a pas opposé la dictature «démocratique» de la classe ouvrière ?

Alexandra



LIBÉREZ-LE !

Rouillan a purgé sa peine. Le remettre en tôle pour une allusion au fait qu'il ne dit rien sur ce dont il n'a pas le droit de parler... c'est de l'acharnement ! Il mérite une campagne de soutien dix fois plus importante qu'avant sa semi-libération de 2007. Mais la question de principe qu'il pose en gêne beaucoup : il ne croit pas à la démocratie bourgeoise ! Reason de plus pour le soutenir.

L'audience d'appel de Rouillan sera le jeudi 27 novembre, à Paris. Signons les pétitions en ligne qui demandent sa libération, lancées par le mensuel CQFD (www.cqfd.net) et par la revue Marginales (<http://marginales.free.fr>)
Écrivons-lui : J.M. Rouillan mat.147575/D4045 Centre de détention chemin de Morgiou 13 009 Marseille

MARINA PETRELLA SARKOZY OBLIGÉ DE CÉDER

Marina Petrella, ex-membre des Brigades Rouges italiennes, a été arrêtée le mardi 21 août 2007 à Argenteuil (95) alors qu'elle se rendait à une convocation du commissariat pour une banale histoire d'accident de voiture. Le Président du Conseil italien, Romano Prodi, a remercié le gouvernement et «*les hommes de l'antiterrorisme français qui ont mené cette opération importante*» !

Dans les années 1970 et 1980, l'Etat italien avait mis en place une justice d'exception et procédé à des «condamnations collectives» : plus de 6 000 prisonniers politiques (une autre échelle qu'Action Directe en France) ! Quelques centaines de militants des Brigades Rouges se sont alors réfugiés en France et ont renoncé à toute forme de violence, condition préalable posée par François Mitterrand, en 1981, pour leur

accorder l'asile. Comme l'affirme l'avocate de Marina, «un tel pari politique s'était fait, sans aucun doute, en concertation avec le premier ministre italien de l'époque, Bettino Craxi, soucieux de désarmer ainsi, aux sens propre et figuré, ces fugitifs encore potentiellement menaçants.»

L'Etat français avait donc remis des titres de séjour aux réfugiés politiques italiens, après que leurs avocats respectifs eurent communiqué à la police une fiche mentionnant leur date d'arrivée en France, leur situation judiciaire, familiale, leur activité professionnelle et adresse. Ils ont pu recommencer une nouvelle vie. Marina Petrella, condamnée à Rome en 1992 à la perpétuité et qui avait déjà fait 8 ans de prison préventive, a aujourd'hui 55 ans. Elle vit en France depuis 1993, travaillait comme assistante sociale : «un choix de vie, la prison d'un côté

TERRORISTES OU COMMUNISTES COMBATTANTS ?

Les mots ont une importance car ils sont le reflet d'une idéologie. Le philosophe Marcuse nous a prévenu. Un jour nous n'aurons plus de mots négatifs pour dénoncer le capitalisme. Les syndicats sont des «partenaires sociaux». On ne dit plus «exploité», ça fait ringard ! On dit plutôt «exclu». Ça renvoie à l'idée que le travailleur n'a pas eu de chance ! Alors que si on dit «exploité», on cherche l'exploiteur. LO et la LCR dénoncent la ré-incarcération de J.-M. Rouillan, mais à chaque fois le qualificatif de «terroriste». C'est surprenant de la part de Besancenot qui se dit «guévariste». «*C'est un peu paradoxal ! Il pense que, quand on touche à ce terrain, il faut être social-démocrate ! Quand on se dit guévariste, on peut simplement répondre que la lutte armée est nécessaire à certains moments*» (J.-M. Rouillan). A la question du journaliste de l'Express : «*Il y a un grand débat autour du nouveau nom du NPA, l'absence du mot 'révolution' vous choquerait-elle ?*», Rouillan répond : «*Ce serait une démission. Le mot 'révolution' signifie toujours 'affrontement'. Avec la bourgeoisie, avec le gouvernement... Si on crée un instrument de lutte en renonçant à ce terme, cela signifie que les choix sont faits : le NPA serait un petit parti électoral. Et à plus ou moins longue échéance, je serais naturellement éliminé de ce processus. Pas besoin d'envoyer une lettre de démission.*»

ET AU PS ? Ségolène Royal déclare à Canal + : «*Évidemment qu'il fallait renvoyer J.-M. Rouillan en prison puisqu'il a continué à prôner la lutte armée. Il n'y a aucune hésitation à avoir.*» Quant à François Hollande et Bertrand Delanoë, ils ont tous les deux invité Besancenot à «se débarrasser de cet adhérent vraiment encombrant.»



et l'exil de l'autre ». Mais l'Etat italien s'acharne et fait pression sur les gouvernements français successifs pour qu'il extradite ces communistes combattants. L'Etat français n'hésite pas à renier ses engagements...

Hospitalisée depuis la fin juillet à l'hôpital Saint-Anne, Marina était en danger de mort. Elle était en grève de la vie, comme l'a dit son compagnon. Sous la pression des mobilisations, Sarkozy a fait jouer la clause humanitaire. L'extradition est suspendue, mais Marina reste justiciable.

Alexandra

Pour plus d'information : www.paroledonnee.info

Pour creuser toutes ces questions, lire notre brochure : «*Lutte armée et politique révolutionnaire. Débat avec le collectif des prisonniers(e)s des Cellules Communistes Combattantes belges*» ; le dossier «*De la F.A.P. à l'O.R.A. à la recherche de l'insurrection (Portugal)*» dans notre revue *La Cause du Communisme* n° 10 ; le cahier n°2 de notre plate-forme politique.

A LIRE ! Rouillan a utilisé sa longue incarcération pour devenir un excellent écrivain. Il faut au moins lire un de ses livres «magnifiques, qui secouent fort et qui éduquent au delà de ses espérances» selon un internaute de Toulouse : **Je hais les matins (Denœl), Chroniques carcérales, Lettre à Jules, La part des Loups (Agone), Le capital humain (L'Arganier)...**

POUR UNE CONFÉRENCE MONDIALE DES FEMMES EN 2011 !



Deux mille femmes, mais aussi des hommes, ont participé au VIII^e Conseil politique des femmes à Düsseldorf en Allemagne, en octobre. Plus de 30 pays étaient représentés. Un événement politique internationaliste, auquel Partisan a participé.

Les femmes, quelle force !

Dans plus de 20 forums de débat et ateliers, les femmes racontent leur combat. Les femmes congolaises qui luttent pour la survie dans une situation de guerre et de misère. Les Italiennes de Naples en lutte contre un dépôt gigantesque d'ordures qui détruit leurs conditions de vie. Les syndicalistes allemandes, qui se battent contre le harcèlement dans les usines. Les femmes révolutionnaires du Népal, sans lesquelles le roi n'aurait pas pu être chassé, et sans lesquelles la transformation de leur pays ne serait pas possible. Pour ne citer que quelques exemples... Il est remarquable que beaucoup de jeunes filles et de jeunes femmes participent.

LIBÉRATION DES FEMMES ET LIBÉRATION SOCIALE ! Dans certaines régions, comme en Asie et en Amérique latine, les peuples mènent la lutte pour la libération sociale. Les femmes du Venezuela, de la Colombie, du Népal, nous transmettent la force et l'espoir dans les luttes des masses. Les forces révolutionnaires avancent. Le soutien massif et concret à ces luttes des masses est exigé au Conseil politique, sans se priver de la critique par exemple de la politique du président vénézuélien, Chavez, qui peut créer de faux espoirs sur un changement de fond sous le capitalisme.

UNE CONFÉRENCE MONDIALE SE PRÉPARE ! Le projet est lancé depuis deux ans, et le Conseil politique des femmes prépare cette conférence mondiale des femmes de base en 2011 au Venezuela. La préparation s'amorce bien : 40 organisations de quatre continents soutiennent cette conférence. L'endroit n'est pas choisi par hasard. La situation en Amérique latine stimule les débats sur une alternative au capitalisme et comment y arriver. La situation dans le monde exige absolument de se rencontrer, de se soutenir et de développer un réseau d'entraide et de luttes – pour un autre monde.

Un point de l'appel de cette conférence faisait mouche : quelques initiatives s'étaient d'abord prononcées contre l'exclusion des femmes d'orientation fondamentaliste. Argument : l'exclusion ferait le jeu des impérialistes et de leur discours islamiste = terroriste... Mais des femmes iraniennes et des afghanes se sont battues lors du Conseil en Allemagne pour démontrer le visage inhumain du fondamentalisme qui prive les femmes des droits les plus basiques.

Aujourd'hui, les positions ont évolué : la Conférence mondiale doit être ouverte aux femmes de base de toute orientation, mais exclura fascistes et fanatiques religieux.

UNE FEMME PREND LA PAROLE. Domitila, femme bolivienne de mineur, était présente au Conseil. Elle est connue depuis la conférence mondiale des femmes organisée par l'ONU en 1975, où on lui avait interdit de parler ! Suite à ce scandale, elle écrit son livre «Si on me donne la parole». Domitila, maintenant âgée, prend la parole

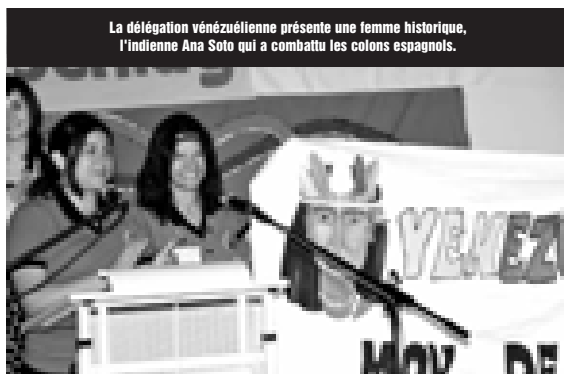
à la fin : «Je pars d'ici avec une grande joie... Nous les femmes, nous sommes dans l'obligation de lutter contre les dominants et pour protéger notre planète, que nous appelons notre mère parce que tout naît en son sein...»

Le moment est venu de perdre toute peur, de nous unir et d'atteindre une nouvelle société – et cette société doit être socialiste.

Quelle rencontre enthousiasmante et émouvante ! Courage les femmes ! Informez-vous sur la Conférence mondiale et participez à sa préparation !

Caïla, novembre 2008

Plus d'informations, y compris en français, sur le site worldwomensconference.org



La délégation vénézuélienne présente une femme historique, l'indienne Ana Soto qui a combattu les colons espagnols.

Même sans guerre, sans sida, sans malnutrition, le capitalisme ordinaire tue en Afrique. Extrait du journal Nyota Ya Afrika.

CONGO LE CAPITALISME ORDINAIRE

« La césarienne est une pratique qui aide à sauver la vie de la mère et du bébé à l'accouchement. Mais ici chez nous, elle est devenue un fonds de commerce pour les médecins », déclare une infirmière de Goma, au Nord-Kivu, qui ne s'explique pas la forte augmentation de cette pratique dans son hôpital. Par crainte de devoir payer cette coûteuse intervention chirurgicale, les femmes qui vont accoucher préfèrent aller chez les sages-femmes du quartier. Mais les conditions sanitaires des accouchements y laissent beaucoup à désirer : ils se font souvent sur la table à

manger, parfois la nuit à la lumière d'une simple bougie ou d'une lampe-tempête. Les risques d'infection du nouveau-né et de la mère sont importants. Des femmes interrogées à ce sujet estiment qu'elles n'ont pas le choix, car il leur faut déboursé entre 80 et 150 dollars américains pour une naissance par intervention médicale dans une institution hospitalière, contre 5 à 20 dollars pour un accouchement par voie basse normale. L'une d'entre elles, révoltée, se dit choquée de constater que les femmes soient devenues des souris humaines dont se servent des médecins

avidés d'argent. Le médecin inspecteur du Nord-Kivu semble ne pas être de cet avis. «Souvent, c'est par manque d'une bonne information que certaines femmes enceintes ne veulent pas se présenter aux hôpitaux, où elles arrivent trop tard. Ce qui les expose à la césarienne», affirme-t-il. «S'il est établi que des médecins se livrent volontairement à la césarienne sans motif, ils seront poursuivis et déferés devant la justice»

Nyota Ya Afrika fait partie, comme VP, de la Conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes. Nyota Ya Afrika, 5e rue, 215 Limete, Kinshasa e-mail : nyotaafrika@yahoo.fr

Lire Jean Meslier, curé et athée révolutionnaire, tel est le titre d'un livre qui vient de sortir (1). L'occasion, pour les JCLM de Lyon (2), de rappeler qui fut ce remarquable personnage. Extraits.

L'athéisme du Curé Meslier

On ne peut pas parler des croyances et de la religion sans évoquer le legs visionnaire et incontournable du Curé Meslier. En effet, cet illustre curé a légué à ses paroissiens trois exemplaires de «Mémoire des pensées et sentiments de Jean Meslier», souvent intitulé «Testament». Ce mémoire est fourni de réflexions philosophiques comme autant de preuves de la vanité et de la fausseté des religions. Il y expose sans ambiguïté son athéisme et sa vision révolutionnaire de la société. Sous la forme d'une confession, il présente comme péché d'avoir passé sa vie à prêcher la parole de Dieu. Ces écrits posent les véritables bases d'une réflexion pour le siècle des Lumières à venir : la critique de l'Ancien Régime, et même les préceptes théoriques de la naissance de l'athéisme, du matérialisme, voire d'un pré-communisme.

LE CURÉ MESLIER (1664-1729) choisit de devenir, un siècle avant la Révolution française, le curé de la paroisse d'Etrépiigny et Balaives (villages des Ardennes) et cela jusqu'à sa mort. Une vie de curé sans histoire, sauf quelques forfaits commises à l'encontre des autorités locales. En effet, des récits attestent de ses plaintes durant ses messes contre Antoine de Touilly, seigneur local, pour les persécutions exercées sur les paysans. Ces diatribes lui valurent les réprimandes de l'évêque de Reims, qu'il contesta également. Hormis ces événements, rien jusqu'à présent n'atteste d'autres faits d'armes contre les pouvoirs locaux comparables à la virulence de son testament. «Mes chers amis, puisqu'il ne m'aurait pas été permis et qu'il aurait été d'une trop dangereuse et trop fâcheuse conséquence de dire ouvertement, pendant ma vie, ce que je pensais de la conduite et du gouvernement des hommes, de leurs religions et de leurs moeurs, j'ai résolu de vous le dire après ma mort.»

IL REMET EN CAUSE l'Ancien et le Nouveau Testament et parle d'absurdité. «Il faut effectivement l'avoir perdue (la raison), ou

avoir renoncé entièrement à ses lumières, pour vouloir soutenir des propositions si absurdes que celles-là»

Il fustige l'utilisation de la religion par la hiérarchie catholique et préconise sa suppression parce qu'elle est au service des puissants et qu'elle contribue à l'endormissement des consciences. «Catholiques et monarchie s'entendent comme deux coupeurs de bourse». Il décrit la manière dont les abbayes spolient le travail des paysans, il critique l'organisation de l'Ancien Régime, et parle de l'abolition des excès en matière d'inégalité, par exemple à travers une meilleure répartition des impôts.

De nombreux passages des Mémoires témoignent de la vision révolutionnaire de Meslier. Il exhorte à l'éveil des consciences, condition préalable d'une révolte généralisée. «Votre salut est entre vos mains, votre délivrance ne dépendrait que de vous, si vous saviez bien vous entendre tous ; vous avez tous les moyens et toutes les forces nécessaires pour vous mettre en liberté, et pour rendre esclaves vos tyrans mêmes...»

Ainsi, il entend favoriser l'union de tous les opprimés au nom de l'intérêt commun pour organiser la répartition radicale des biens et des richesses. «Unissez-vous donc, peuples, si vous êtes sages, unissez-vous tous si vous avez du cœur, pour vous délivrer de vos maîtres communs». Sa vision de la société est novatrice pour l'époque, il prône de travailler pour l'utilité publique et le bien commun, et se révèle internationaliste avant l'heure. «Je parlerai volontiers à tous les peuples de la terre»

Des trois copies qu'il légua à ses paroissiens, il en circula quelques années plus tard 150 copies sous le manteau dans toute l'Europe. Mais la version complète des Mémoires n'a été éditée officiellement en France qu'en 1970 aux Editions Anthropos, soit 250 ans de clandestinité.

Athée sous l'Ancien Régime, le testament de cet illustre personnage ardennais n'a été repris que timidement et même de façon malhonnête par Voltaire, à des fins déistes. Par ailleurs, ses Mémoires, publiés par d'Holbach, «Le bon sens du curé Jean Meslier», ont inspiré les Lumières et la Révolution française. Le curé Meslier reste un des avant-gardistes de la pensée matérialiste (communiste et anarchiste). Il est à noter que Marx a rompu avec la tradition matérialiste insistant sur la notion de conscience. Il a montré l'importance de lutter prioritairement contre la misère pour ôter tout attrait à la religion. Il a pourtant toujours revendiqué l'héritage du matérialisme français, «source constitutive du marxisme» selon Lénine.

On peut citer, pour conclure de la clairovoyance des pensées de Meslier, cette célèbre phrase : «Je voudrais, et ce sera le dernier et le plus ardent de mes souhaits, je voudrais que le dernier des rois fût étranglé avec les boyaux du dernier prêtre.»

(1) Lire Jean Meslier, curé et athée révolutionnaire, par Serge Denuette, Ed. Aden, 2008 ; (2) L'Étoile Rouge, journal des JCLM de Lyon (jem189.over-blog.com).

La révolte commence le 5 janvier 2008, jour où sont publiés les résultats, jugés frauduleux, du concours d'embauche de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG), l'unique employeur de la région. De jeunes chômeurs occupent le siège régional de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), dont le dirigeant corrompu possède une entreprise sous-traitante de la CPG, à Redeyef. Ils sont rejoints par les veuves des mineurs et leurs familles, qui installent leurs tentes devant le bâtiment. Le mouvement s'étend rapidement. Ouvriers, chômeurs, lycéens et

habitants multiplient les grèves, les actions et les rassemblements. Sur fond de grande pauvreté et de flambée des prix, tous protestent contre la corruption et contre une politique de l'emploi injuste. Les Redeyefi de Nantes luttent en France, comme leurs frères de Tunisie, contre la pauvreté, l'injustice et la répression, réclament l'évacuation immédiate des troupes policières, la libération de Seghaier Belkhir et de l'ensemble des personnes arrêtées, la reprise de négociations pour alléger d'urgence la situation de pauvreté et d'injustice que subit la population de la région, la levée du blocus à Redeyef, et la mise en place des conditions d'une enquête indépendante afin de faire la lumière sur les violences policières meurtrières. L'interview qui suit a été réalisée à Nantes à la fin du mois d'août.

LA RÉGION DE GAFSA "EN ÉTAT DE RÉVOLUTION"

COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS QUE LE MOUVEMENT NE DONNE PAS DE SIGNE D'ESSOUFFLEMENT APRÈS 7 MOIS DE LUTTE ? REDEYEF A DES TRADITIONS DE LUTTE, D'AUTO-ORGANISATION ?

A (Adel) : C'est simplement à cause de la répression : 486 personnes emprisonnées, des enseignants, des jeunes, des chômeurs, des syndicalistes. En fin de compte, l'agitation est permanente. Tous y prennent part, les vieux, les enfants. D'autres participent de façon plus discrète ailleurs en Tunisie. Des gens sont réfugiés partout, dans les montagnes. En fait, c'est le pouvoir qui fout la merde. On n'a pas le droit de s'exprimer, c'est interdit au bled...

N (Nasser) : Il n'y a pas de démocratie, c'est complètement verrouillé. Sept mois de lutte, de manifestations, des morts, des blessés... Ils rentrent chez les gens et tirent des balles dans les genoux... Pour le déverrouillage, nous on comptait sur la France. Mais malheureusement, avec les affaires et le commerce du phosphate, je ne crois pas que la France va bouger. Et c'est pas le problème de la démocratie ou de l'organisation du mouvement. Quand on a faim, on ne pense pas à la démocratie.

A : En fait, c'est les deux en même temps, la faim et l'organisation. Ils sont organisés, ils prennent le droit de s'exprimer. Ils arrachent ce droit par la force, alors qu'il y a des morts, des arrestations, des enlèvements. Une fois relâchés, les jeunes oublient tout. Ils sont dans un état de révolution, vraiment une révolution totale. Le pouvoir ne veut pas résoudre le problème parce qu'il a peur que ça s'étende à d'autres villes. Faut pas que cette révolution le gêne dans les futures élections présidentielles de 2009, pour son cinquième mandat... Malgré tout, d'autres villes ont bougé. Mais ils s'en foutent de la population. Ils laissent les déchets chimiques couler dans la vallée. L'eau n'est pas potable. Des gens sont malades du cancer, même des enfants...

QUEL EST LE RÔLE DES FEMMES DANS LE MOUVEMENT ?

A : Il y a des morts, des arrestations, et d'autres sont recherchés. La plupart ont pris 6 mois à trois ans de prison. C'est risqué pour les hommes (...). Et toutes les femmes qui sont restées au bled, elles ne peuvent que manifester, parce que leur mari, leurs enfants sont emprisonnés. Un samedi, la préfecture de Gafsa avait organisé une manifestation de soutien à Ben Ali pour lui demander de se représenter aux présidentielles. Et le dimanche, les femmes ont organisé la contre-manifestation à Redeyef ! Les forces de l'ordre les ont réprimées avec les bombes lacrymogènes. Il y a deux semaines de ça.

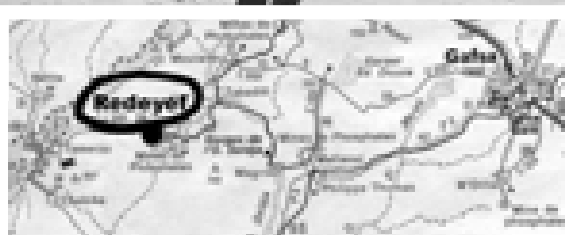
N : Nous les hommes, si on fait ça, on est morts !

EST-CE QUE LE MOUVEMENT S'ÉLARGIT ? **A :** Après la manifestation des femmes, il y a eu 32 arrestations dans la ville de Medhilla, une ville du bassin minier, d'autres sont recherchés. A Moularess et Metlaoui, des gens ont été condamnés à de lourdes peines, jusqu'à 10 ans d'emprisonnement. La semaine dernière, à Medhilla, une nouvelle révolte s'est déclenchée. Il y a aussi des comités de soutien à Sfax, la deuxième ville du pays, à Sidi Bouzaïd, à Jendouba je crois, et au Kasraïn.

ET SEGHAÏER, QUE LUI EST-IL ARRIVÉ ? **N :** Seghaïer était parti au bled avec son frère le 2 août pour se marier. Sa future femme devait le rejoindre le 7. Le 4, il a été arrêté



A Redeyef en juin dernier



Ci-dessus, deux documents tirés d'un blog à visiter : <http://bertholain.wordpress.com>

au port de la Goulette. La police l'a emmené à la prison de Gafsa. Il a été jugé et condamné pour « association de malfaiteurs et financement d'association de malfaiteurs ».

A : C'est n'importe quoi ! il a ramené de l'argent pour se marier avec son frère.

N : Tout ça, c'est des inventions pour tout mettre sur le dos du peuple. Quand la révolution a démarré à Redeyef, ils ont fabriqué une histoire : les magasins étaient cassés, volés, par la police (on voit sur internet les flics avec des marteaux qui cassent des boutiques, un taxiophone). Ils piquent l'argent et les objets de valeur. C'est qui les malfaiteurs ? C'est les forces de l'ordre ! C'est pas le peuple qui a cassé les magasins. Si vraiment il y a de la démocratie, ils laissent les journalistes étrangers rentrer à Redeyef pour interviewer les gens et entendre la vérité. A Redeyef, on compte sur la France, mais ici on commence à perdre espoir. Le peuple à Redeyef, il compte trop sur la France.

A : Surtout avec le cas de Seghaïer. Ça fait une dizaine d'années qu'il habite à Nantes. Il a jamais eu de problème, que ce soit ici ou au bled. C'est à se poser des questions sur le pouvoir de l'Etat français. Comment ça se fait qu'un « originaire » qui habite Nantes depuis 10 ans, se fait arrêter de cette façon ? Et après Sarkozy affirme que les droits de l'homme en Tunisie sont respectés. Là, c'est grave !

N : Heureusement, il y a des Français qui bougent,

comme vous, comme Ouest-France, mais le gouvernement, je crois pas.

A : Les citoyens originaires de Redeyef à Nantes ont peur, surtout depuis que Seghaïer a été arrêté. Ils ne profitent plus de la liberté de la France, parce qu'ils ont la pression. Il y a des copains depuis 5 ans qui ne peuvent pas retourner au bled. Ils pensaient qu'ils pourraient rentrer cette année, mais ils ont une liste rouge de personnes recherchées. En plus, on peut pas compter sur tout le monde. Il y a des balances, c'est pas des humains... Mais on s'en fout d'eux, nous on bouge pour Redeyef, pour nos familles, pour nos copains.

N : Les indices, ils sont recrutés par l'Etat tunisien. L'Etat veut arrêter ce mouvement coûte que coûte, surtout en France. Ils ont deux méthodes : à Redeyef, ils ont les balles, les bombes lacrymogènes, les bâtons. Mais ici ils ne peuvent pas, ils utilisent les indicateurs...

COMMENT ÊTES-VOUS ORGANISÉS À NANTES ? **A :** La première manifestation a eu lieu au mois d'avril. On a protesté contre le durcissement de la répression de mars et l'arrestation de leaders syndicaux. La deuxième manifestation a eu lieu au mois de mai. La grève de la faim a commencé au mois de juin. On a commencé avec 13 personnes, ça a duré un mois devant la

Préfecture, avec des tentes, et deux manif. On demandait la libération des prisonniers, une enquête indépendante. A la dernière manifestation, on était plus de 200.

LA FRANCE EST PREMIÈRE IMPORTATRICE DU PHOSPHATE DE GAFSA. SARKOZY ET BEN ALI SONT DES AMIS NOTOIRES. PENSEZ-VOUS QU'UNE PARTIE DE LA SOLUTION DES PROBLÈMES DE REDEYEF SE TROUVENT EN FRANCE ? **N :** Je défends pas Sarkozy, mais en Tunisie, c'est surtout un problème de corruption. Le bassin minier (Redeyef, Moularess, Medhilla et Gafsa) donne 250 milliards par an de bénéfice net. Un milliard seulement revient à Redeyef. D'abord Ben Ali prêche une partie, le reste est envoyé à Redeyef, le maire empêche au passage, pareil pour les autres villes. Le reste des 250 milliards, il va où ? C'est pour le gouvernement, pas pour l'Etat.

A : Sarkozy, quand il annonce l'Union de la Méditerranée, il devrait commencer par demander le respect des droits de l'homme, l'arrêt de la répression. La France, c'est la liberté, c'est la Révolution française... On a été colonisés par l'Etat français. La France a installé des gens à eux, pour exploiter le phosphate. Redeyef est une petite ville de 27 000 habitants. Avec le phosphate qu'on a, on devrait vivre très bien. Mais la pauvreté est extrême. Le chômage est très important (officiellement 30%, le double du taux national) et on n'a pas le droit de s'exprimer. Ce sont les principales causes de la révolution. On parle de la pauvreté dans le monde, de la cherté de la vie et des émeutes de la faim, c'est les mêmes raisons économiques, sociales et politiques. La France doit être mise devant ses responsabilités. Je vois bien que les droits de l'homme sont violés en France, c'est vrai, mais c'est pire en Tunisie.

N : Sarkozy a dit que la démocratie en Tunisie s'est améliorée. Moi, je dirais qu'elle s'est détériorée. Sarkozy, quand il est allé en Tunisie, il a vendu des avions, ça est des intérêts français. Pour moi, la France intervient dans les affaires de la Tunisie de façon indirecte.

A : La France parle du problème de l'immigration clandestine. Elle dit qu'il faut lutter contre la clandestinité des immigrés. A Nantes, des jeunes arrivent de façon illégale. Pour lutter contre ce problème, il faut lutter au bled pour créer des postes de travail, pour que les jeunes ne risquent pas leur vie en essayant de traverser la mer. Ils pensent qu'en France, c'est le paradis. Il faut aller aux racines du problème.

A : Le système politique a changé le 7 novembre 1987. Le jour où Ben Ali a pris le pouvoir, les privatisations ont commencé. La situation sociale a commencé à s'aggraver, le pouvoir d'achat a baissé, etc. Ben Ali est un ancien agent de la CIA, c'est le serviteur de la Maison Blanche. Il y a une concurrence entre les Etats-Unis et l'Europe, en Tunisie. Tu vois, c'est pas juste le problème d'une petite ville. Quand on cherche les causes, on voit que c'est un problème de politique mondiale, c'est le capitalisme.



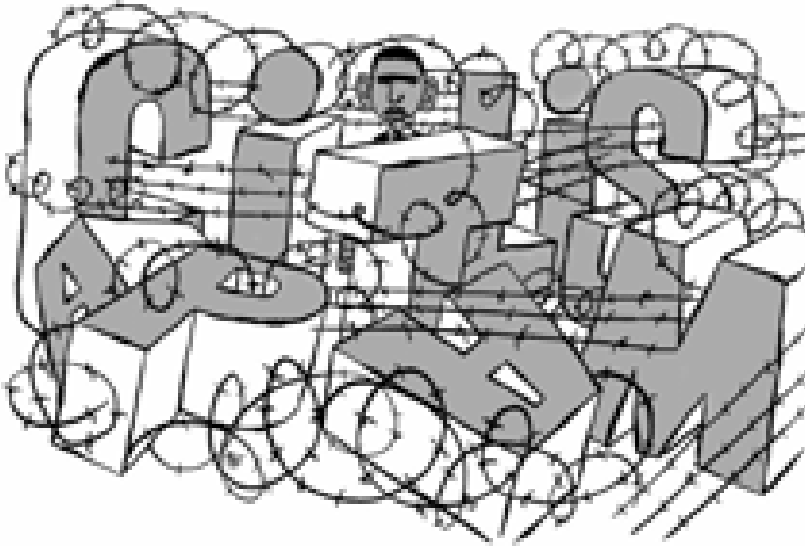
Quarante cinq ans après le discours de Martin Luther King «Je fais un rêve», l'élection d'un président métis est un symbole fort. Les témoignages d'émotion manifestés un peu partout dans le monde expriment un sentiment de dignité des hommes et femmes noirs et autres, voir le ralliement des électeurs latinos. L'administration Bush a été une telle catastrophe pour les peuples (l'Irak !) et pour les travailleurs (les subprimes !) que Barack Obama soulève beaucoup d'espoirs.

OBAMA ÉLU MAIS POUR QUELS CHANGEMENTS ?

UNE VICTOIRE CONTRE LA DISCRIMINATION ? D'abord, Obama lui-même ne parle jamais de discrimination, mais de «nous américains» en général. Il est très discret, dans sa biographie, sur son père africain. Il a mis beaucoup en avant ses grands-parents maternels... Deuxièmement, devenir patron, président, ou tortionnaire en Irak comme les femmes GIs, en quoi est-ce une réelle émancipation ? C'est dans la lutte contre le capitalisme que les discriminés doivent prendre toute leur place. Mais la lutte contre le capitalisme, Obama, ce n'est pas vraiment son truc ! Il a été élu contre des «petits candidats», dont on ne nous parle jamais, comme l'altermondialiste Ralph Nader, ou la militante noire Cynthia McKinney, qui, eux, dénoncent le capitalisme et les discriminations.

L'IRAK ? Contrairement à McCain, prêt à rester un siècle s'il le faut en Irak, Obama est pour le retrait des troupes, mais très progressivement... Et le comble : pour renforcer l'effort de guerre en Afghanistan ! «J'achèverai le combat contre Al Qaïda et les talibans en Afghanistan».

L'IRAN ? «C'est comme si tu l'avais déjà bombardé», titrait *Revolution*, le journal du RCP-USA (PC révolutionnaire des USA). Et de citer cette déclaration d'Obama au *Chicago Tribune* du 25 septembre 2004, il y a quatre ans :



«A la lumière du fait que nous sommes actuellement en Irak, avec tous les problèmes, en termes d'image, que cela a créé, procéder à des frappes de missiles en Iran n'est pas pour nous la meilleure des options... D'un autre côté, avoir une théocratie musulmane radicale en possession d'armes nucléaires est encore pire. Je me fie donc à mon instinct : ce serait une erreur de laisser ces armes aux mains du clergé au pouvoir en Iran...»

LA SÉCURITÉ SOCIALE ? Cinquante millions de travailleurs américains n'ont aucune couverture santé. En bon candidat démocrate, Obama a promis de résoudre ce problème. Mais il n'a pas précisé comment. Et son programme évite soigneusement de remettre en cause les assurances privées et les firmes pharmaceutiques.

LA CRISE ? Il a approuvé, avec quelques réserves, la mise à disposition des centaines de milliards aux banques. Et, comme le dit *Ray O'Light*, journal de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs des USA, «ni Obama, ni McCain n'avaient aucune autre idée pour résoudre la crise, si ce n'est renflouer les grosses sociétés et les banques» (ROL, n° 50, octobre-novembre 2008).

ET LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN ? Au cours de sa campagne, Obama n'a cessé de réaffirmer le soutien complet des Etats-Unis à Israël. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'un soutien idéologique, mais d'un enjeu stratégique dans la région. Un changement de politique supposerait une vision radicalement nouvelle de la place des USA dans le monde...

ALORS, RIEN NE VA CHANGER ? «Yes, we can» : oui, NOUS le pouvons ! Si la mobilisation de «l'opinion publique», c'est-à-dire des travailleurs, contre la guerre, contre les conséquences de la crise, contre les discriminations, se poursuit, sans tout attendre d'un nouveau politicien bourgeois, alors oui, le changement est possible ! Et il passera par le rejet de cette politique bourgeoise. *Marc Grespin*

Libération du 22 octobre publiait une interview de Mark Brenner, «directeur de la revue Labour, une des principales voix du syndicalisme de gauche». Extraits.

LA QUESTION DU PARTI AUX USA

POURQUOI NE VOIT-ON PAS AUX ETATS-UNIS ÉMERGER UN OLIVIER BESANCENOT ? Contrairement à l'Europe, il n'y a jamais eu aux Etats-Unis de parti enraciné dans le mouvement ouvrier au XX^e siècle. C'est le Parti démocrate qui a joué ce rôle de réceptacle des aspirations au progrès social. Tout cela est dû à notre système électoral : il n'y a pas de représentation proportionnelle, le gagnant rafle tout. Résultat : la gauche de la gauche américaine n'a jamais vraiment réussi à exister de façon autonome dans le cadre d'un parti.

LA CRISE ÉCONOMIQUE NE VA-T-ELLE PAS FAVORISER LA CRITIQUE DU LIBÉRALISME ? Avant la crise, les ouvriers et les employés ne se faisaient aucune illusion. Ils savent que l'économie ne sert que les intérêts d'une minorité. Mais cette conscience ne se traduit pas en expression politique par la création d'un parti. Voilà pourquoi la moitié de la population ne vote pas... C'est toute la contradiction de la gauche aux Etats-Unis : la rage sociale est individuelle et privée. Elle ne se manifeste pas publiquement car les canaux politiques n'existent pas.

N'EST-CE PAS L'HÉRITAGE DU MACCARTHYSMES ? Dans les années 50, il y a eu une purge. Le communisme et les idées radicales ont été écrasés. On a forcé le mouvement syndical et ouvrier à se débarrasser de ses activistes radicaux. Parler publiquement de lutte des classes, du socialisme et du capitalisme en tant que système est alors devenu dangereux. Chaque syndicaliste devait s'engager à ne pas participer à une organisation visant à renverser le gouvernement.

EN QUOI BARACK OBAMA EST-IL TROP MODÉRÉ ? Le fait qu'il soit noir, 45 ans après la lutte pour les droits civiques, est important et unique. Mais il va gouverner comme Bill Clinton.

Recueilli par Matthieu Ecoiffier à New York

LES PROCÈS DE JOLIE MÔME



• **Procès-spectacle** du 06/11 au 07/12/2008 à la Belle Etoile, 14 rue Saint-Just, Saint-Denis (95) Réserver au 01 49 98 39 20

• Le point de départ de ce «Procès-Spectacle» est le procès bien réel intenté par la CFDT contre Michel, de Jolie Môme, et Ludovic à la suite mouvement des intermittents : rendez-vous à 15 h **jeudi 11 décembre 2008** 14^e chambre du Tribunal correctionnel, métro Cité **Pour plus d'infos : cie-joliemome.org**

En bref...

PALESTINE LES COLONS ET LA TERREUR

Solidarité avec les Palestiniens de la ville de Akka ! Il y a une semaine [début octobre], se déclenche une opération d'épuration ethnique dans Akka (Acre), ville arabe occupée par les sionistes en 1948. La population palestinienne de la ville, devenue minoritaire du fait de la colonisation juive, de la création de l'Etat sioniste d'Israël, de son expulsion massive de plusieurs quartiers de la ville, colonisés, résiste toujours à son expulsion.

Cette opération commence par un mini-programme lancé par les colons qui instaurent la terreur dans un quartier où ils sont devenus majoritaires. La haine des sionistes s'est exprimée tout au long de ces journées terribles pour les Palestiniens : maisons incendiées, expulsions, coups, destructions de voitures et de tous biens appartenant aux Palestiniens, et arrestations massives des Palestiniens, empêchement des familles de retourner à leur quartier, relaxation des terroristes juifs, venus de Safad et de Tabaraya, par la police sioniste. Cela montre que l'Etat et ses colons préparent une expulsion massive des Palestiniens de 48 des villes appelées mixtes (Akka, Yafa, Lid, Ramleh et Haifa) depuis que les colons les ont investies (...).

Cette opération n'est pas isolée, mais fait partie d'une campagne de répression accrue contre les Palestiniens de 48, comme en témoignent les nombreuses arrestations et jugements depuis deux ans, les campagnes racistes successives, les atteintes aux libertés d'association et d'expression (invasion du bureau de la fondation Al-Aqsa peu avant le mois de Ramadan). C'est pourquoi nous devons affirmer notre solidarité et notre soutien aux Palestiniens de la ville de Akka...

Envoyez ce message de solidarité ou écrivez-en un autre à l'adresse mail suivante : ittijah@ittijah.org

«Je suis (nous sommes) solidaire(s) des Palestiniens de la ville de Akka ainsi que de tous les Palestiniens de 48 face aux expulsions et à la vague de répression que vous subissez. Nous soutenons votre lutte et résistance pour une vie libre et digne dans votre pays» D'après CIREPAL, centre d'information sur la résistance en Palestine

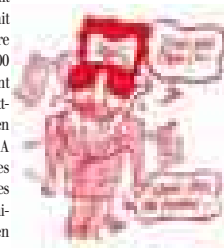
NOUVEAU NÉPAL

Le bulletin n° 5 du Comité de solidarité franco-népalais est paru : «Vers la nouvelle démocratie (La lutte idéologique est très intense au sein du parti) – La situation actuelle et nos défis, par Basanta, membre du CC du PCN-m (Même si la monarchie féodale a pris fin, il y a peu de changements dans les conditions socio-économiques semi-féodales et semi-coloniales du Népal) – Interview de Ganesh Prasad Regmi, secrétaire général de la Confédération des Syndicats du Népal (Nous sommes entrés dans les villes après le mouvement populaire d'avril 2006. Les travailleurs nous ont soutenus et sont venus avec enthousiasme dans nos syndicats) – Nous sommes encadrés par les réactionnaires, interview de Basanta (Nous n'avons pas encore accompli la révolution) nouveaunepal.love-blog.com

SARKO SE DÉGONFLE DEVANT LES OUVRIERS

Le 4 octobre, il était prévu qu'il s'adresse à 12000 apprentis européens à Bercy. Tout était prévu, télé, presse, etc. Mais quand sa venue a été annoncée, des sifflets se sont faits entendre dans la salle. Résultat, prétextant l'urgence de la situation économique, il s'est fait excuser.

Le 6 octobre, à Renault Sandouville, il devait visiter les ateliers, faire un discours devant 400 ouvriers préalablement sélectionnés, et promettre que l'automobile en France, ce n'est pas fini. A l'appel de la CGT, les ouvriers de l'usine et des entreprises de sous-traitance se sont mis en grève, contre les suppressions de postes et les jours chômés. Alors, loin des grévistes, Sarkozy a juste rencontré rapidement les dirigeants syndicaux. Il s'était auto-proclamé le candidat de «la France qui se lève tôt» durant la campagne électorale. Si cette démagogie avait pris sur certains ouvriers, maintenant, chacun comprend qu'il s'agit d'une politique de classe. On n'acceptera pas de payer la crise.



Partisan sur le net : www.vp-partisan.org

CONTACT → contact@vp-partisan.org
Voie prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Parution du numéro 224 vers le 17 décembre. Envoyez vos articles avant le 1^{er} décembre